

Maitre d'Ouvrage :

Université Grenoble Alpes
DGD PAT - Direction de la programmation et des
projets immobiliers
38058 GRENOBLE CEDEX 9



Réaménagement et réhabilitation thermique des bâtiment Stendhal F et H

ADRESSE :
1180 Avenue centrale
38610 GIERES

Architecte Chabal Architectes
8 Rue Charles Testoud
38000 GRENOBLE
Tel : 04 76 47 00 76
Email : chabal-architectes@chabal.fr

BE Fluides CET
47 Chemin de la Taillat BP117
38243 MEYLAN
Tel : 04 76 90 62 18
Email : contacts@be-cet.fr

CCTP Ind. 6

Lot N°08 CARRELAGE - FAÏENCE

Date : 05/02/2026

Phase : DCE

Economiste : PE2C
415 C Rue Paul Bert
38140 IZEAUX
Tel : 04 76 37 48 86
Email : philippe@pe2c.fr



Sommaire

08-1 Généralités	2
08-1 1 Description du projet	2
08-1 2 Documents de référence	2
08-1 3 Normes et DTU	6
08-1 4 Type de marché de travaux	7
08-2 Généralités carrelage	8
08-2 1 Étendue des travaux	8
08-2 2 Travaux de pose collée de revêtements céramiques et assimilés	8
08-2 3 Obligations de l'entrepreneur	9
08-3 Description des ouvrages	11
08-3-1 Carrelage	11
08-3-1 1 Chape	11
08-3-1 2 Étanchéité liquide	11
08-3-1 3 SC1 - Carrelage collé 30x30 antidérapant	12
08-3-1 4 Plinthe pour carrelage 30x30	13
08-3-1 5 Plinthe pour carrelage existant	13
08-3-1 6 Siphon de sol en acier inoxydable	14
08-3-2 Revêtement mural	14
08-3-2 1 Protection à l'eau	14
08-3-2 2 Étanchéité liquide	14
08-3-2 3 MC1 - Carrelage mural	15
08-3-2 4 MF1 - Carrelage mural 30x30 ou 10x30	16
08-3-2 5 Reprise faïence existante	17
08-3-2 6 Trappe de visite	17
08-3-2 7 Miroir - 60 x 80	18
08-3-2 8 Miroir - 100 x 80	18
08-3-2 9 Miroir - 120 x 80	18
08-3-3 Ouvrages divers	19
08-3-3 1 Nettoyage de chantier	19
08-3-3 2 Chauffage de chantier	19
08-3-3 3 Déchets de chantier	19

08-1

Généralités

08-1 1

Description du projet

L'opération se situe sur la Commune de Gières dans le Département de l'ISERE (38) et consiste en la réhabilitation des bâtiments de l'université Stendhal, géré par l'Université Grenoble Alpes sur le Campus universitaire.

Cette opération s'insère dans l'opération Stendhal Smart Campus et comprend la réhabilitation énergétique et fonctionnelle des bâtiment F et H.

Dans le cadre de cette opération, le maître d'ouvrage souhaite réaliser des travaux de plus grande envergure au sein des bâtiments F et G avec :

- La réhabilitation fonctionnelle des locaux
- La réhabilitation des revêtements intérieurs, sols, murs et plafonds
- Un renforcement de l'enveloppe thermique (changement des menuiseries extérieures et isolation intérieure des façades)
- Un remplacement complet des corps de chauffe
- La mise en place d'un renouvellement d'air de type double flux pour l'ensemble des bureaux, salle d'enseignement et salle de réunion

Classement de l'établissement :

Les bâtiments sont classés en ERP de 1ère catégorie de type R (enseignement) et L (salles de conférences ou à usages multiples)

Locaux à risques moyens :

Bâtiment H :

R+1 : Local Rangement

Bâtiment F :

R+2 : Salle de documentation ; Local ménage ; Archives / inscriptions F205

R+3 : Local ménage

08-1 2

Documents de référence

Généralités

Les « Documents de référence contractuels » applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive.

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- Le Code civil ;
- Le Code de la construction et de l'habitation ;
- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code des communes ;
- Le Code de la santé publique ;
- Le Code de l'environnement ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code rural ;
- Le Code du travail ;
- Tous les autres codes applicables ;
- Le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- La Réglementation sécurité incendie ;
- La Réglementation accessibilité ;
- Les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- Les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- Les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- Etc...

Procédés et produits de techniques non courantes :

Pour les Avis Techniques et les procédures ATEX concernant les procédés et produits de techniques non courantes, l'entrepreneur se reportera aux clauses des Documents généraux d'Avis Technique.

Règles professionnelles :

L'entrepreneur devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles » acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits).

La liste de ces règles est publiée semestriellement sur le site de l'Agence Qualité Construction à l'adresse « www.qualiteconstruction.com/c2p » et l'entrepreneur est contractuellement réputé en avoir pris connaissance.

La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature du marché.

Pour les « Règles professionnelles » faisant l'objet d'une « mise en observation » (liste disponible à la même adresse), l'entrepreneur souhaitant mettre en œuvre l'un de ces produit ou procédé devra vérifier, auprès de son Assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.

Il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette « mise en observation » ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

Documents du programme RAGE, PACTE et PROFEEL

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'entrepreneur titulaire du présent marché devra impérativement vérifier si les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs Recommandations professionnelles RAGE/PACTE/PROFEEL ou d'un ou plusieurs Guide RAGE/PACTE/PROFEEL dont la liste est disponible sur le site <https://www.proreno.fr>.

Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et les recommandations indiquées dans ces documents.

S'il constate, pour les travaux objet du présent Lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.

Réglementations concernant les matériaux et produits

Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une « Marque NF », d'un « Label » ou d'une « Certification », l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

Réglementation sécurité incendie

L'entrepreneur devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie, notamment la réaction au feu des revêtements de la famille des peintures qui doit respecter les prescriptions des règlements applicables aux différents types de construction.

Réglementation accessibilité :

Afin de garantir la conformité de l'ouvrage, l'entrepreneur devra respecter la réglementation en vigueur :

Établissements recevant du public et installations ouvertes au public

Réhabilitation de l'existant : l'article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées un établissement recevant du public existant ou créé dans un cadre bâti existant ou une installation ouverte au public existante permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie

possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. ».

L'obligation d'accessibilité totale de l'établissement porte sur les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant de catégorie 1 à 4. Concernant les établissements recevant du public de 5ème catégorie, une partie du bâtiment (ou de l'installation) est obligatoirement accessible à l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. L'obligation d'accessibilité porte également sur les installations ouvertes au public existantes.

Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter au minimum les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs
- dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation
- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales
- dispositions relatives aux circulations intérieures verticales
- dispositions relatives aux portes, portiques et sas
- dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande
- dispositions relatives à l'information et à la signalisation
- dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux

Nouvelle construction : les établissements recevant du public lors de leur construction et les installations ouvertes au public lors de leur aménagement doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements (article R162-9 du Code de la Construction et de l'Habitation). Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs,
- dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation,
- dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales,
- dispositions relatives aux circulations intérieures verticales,
- dispositions relatives aux portes, portiques et sas,
- dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande,
- dispositions relatives à l'information et à la signalisation,
- dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux,

Bâtiments à habitation collectifs et maisons individuelles :

Réhabilitation : l'article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment d'habitation collectif ou tout aménagement lié à un bâtiment permettant à un habitant ou à un visiteur handicapé, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer et de communiquer. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des autres publics ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. »

L'obligation d'accessibilité d'un bâtiment à habitation collectifs porte sur les équipements jouant un rôle en matière d'accessibilité disposés dans les circulations communes et dans les locaux collectifs qui sont susceptibles d'être utilisés par les habitants ou les visiteurs.

L'obligation porte également sur un bâtiment ou une partie d'un bâtiment à habitation collectifs lorsque sont entrepris des travaux de modification ou d'extension ou des travaux de création de logements dans un bâtiment existant par changement de destination ou lorsque le rapport du coût des travaux à la valeur du bâtiment est supérieur ou égal à 80 %.

Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, ainsi que l'arrêté du 28 avril 2017 et l'arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- dispositions relatives aux cheminements extérieurs,
- dispositions relatives aux bâtiments,

dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes,
dispositions relatives aux circulations intérieures verticales des parties communes,
dispositions relatives aux portes, portiques et sas des parties communes,
dispositions relatives aux équipements et aux dispositifs de commande et de service des parties communes,
dispositions relatives à l'information et à la signalisation,
dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux,
construction nouvelle : Les bâtiments à habitation collectifs et leurs abords (articles R162-1 à R162-4 du Code de la Construction et de l'Habitation) ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire déposé à compter du 1er octobre 2019, ainsi que les maisons individuelles nouvellement construites destinées à être louées, mises à dispositions ou être vendues (articles R162-5 à R162-7 du Code de la Construction et de l'Habitation) doivent être construits et aménagés, pour 20 % d'entre eux, de façon à être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap. Le reste des logements est évolutif, dont la réversibilité des aménagements des pièces composant l'unité de vie pour devenir un logement accessible au sens réglementaire ou adapté aux besoins de l'occupant est possible par le biais de travaux simples. Sont considérés comme simples, les travaux sans incidence sur les éléments de structure, qui ne nécessitent pas d'intervention sur les chutes d'eau, sur les alimentations en fluide et sur les réseaux aérauliques situés à l'intérieur des gaines techniques appartenant aux parties communes du bâtiment, qui ne modifient pas les canalisations d'alimentation en eau, d'évacuation d'eau et d'alimentation de gaz nécessitant une intervention sur les éléments de structure, qui ne portent pas sur les entrées d'air ou qui ne conduisent pas au déplacement du tableau électrique du logement.
Pour le présent lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 24 décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, ainsi que l'arrêté du 28 avril 2017 et l'arrêté du 23 mars 2016 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :
dispositions relatives aux cheminements extérieurs,
dispositions relatives aux bâtiments,
dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales des parties communes,
dispositions relatives aux circulations intérieures verticales des parties communes,
dispositions relatives aux portes, portiques et sas des parties communes,
dispositions relatives aux équipements et aux dispositifs de commande et de service des parties communes,
dispositions relatives à l'information et à la signalisation,
dispositions relatives à la détection des mobiliers, bornes et poteaux.

Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier

Pour la réglementation concernant :

- La sécurité et la protection de la santé sur le chantier
- La sécurité des ouvriers contre les chutes
- La protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante+

L'entrepreneur se reportera aux clauses communes ou clauses générales ainsi qu'à la législation en vigueur.

Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier

A. Déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet.

A.1 Principes généraux de prévention et de gestion des déchets

Articles L541-11 et L541-15-2, R541-13 à R541-27 du Code l'environnement ;
circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
circulaire du 6 juin 2006 relative aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du Code de l'environnement ;
recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment.

A.2 Déchets de démolition

Articles R111-43 à R111-49 du Code de la construction et de l'habitation ;
arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements,

matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

A.3 Déchets dangereux

Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux.

A.4 Déchets d'amiante

Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;

circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

A.5 Fluides frigorigènes dans les équipements thermodynamiques

Articles R543-75 à R543-123 du Code de l'environnement.

B. Bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entreprises, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

l'article R.1334-36 du Code de la santé publique concernant les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation ;

l'article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :

le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements, le fait de ne pas prendre les précautions suffisantes pour limiter le bruit, les comportements anormalement bruyants.

les arrêtés préfectoraux et municipaux éventuels dont l'entrepreneur du présent Lot est réputé avoir pris connaissance avant le début des travaux.

le décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage

l'arrêté du 5 décembre 2006 relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage.

Articles R1336-1 à R1336-11 du Code de la santé publique.

Les entreprises devront respecter ces textes pour les travaux pouvant être concernés.

B.1 Réglementation concernant les matériels de chantier

Les engins de chantiers sont soumis à deux régimes réglementaires limitant leurs niveaux sonores que l'entreprise du présent Lot sera tenue de respecter :

Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3 du Code de l'environnement ;

directive européenne 2000/14/CE concernant « les exigences relatives aux niveaux admissibles d'émissions sonores » ;

arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

08-1 3

Normes et DTU

L'entreprise devra la réalisation conformément à l'ensemble du Cahier des Clauses Techniques Générales, des normes françaises et européennes, DTU, règles de calcul, cahiers des prescriptions techniques établis par les groupes spécialisés du CSTB, règles professionnelles et règles de l'art en vigueur.

Tous les produits non traditionnels devront bénéficier d'un Avis Technique à caractère favorable et en cours de validité, d'un cahier des charges approuvé par un organisme de contrôle ou faire l'objet d'une procédure d'ATEX (appréciation technique d'expérimentation) et bénéficier de l'acceptation en garantie de la commission technique des assurances.

08-1 4

Type de marché de travaux

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur, l'entreprise est invitée à poser la question sur la plateforme dédiée.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

08-2

Généralités carrelage

08-2 1

Étendue des travaux

Prestations à la charge du présent Lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprendront implicitement :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction, nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché
- Tous agrès ou dispositifs mécaniques nécessaires à l'exécution des travaux
- La réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports

- Le balayage des supports et l'enlèvement des déchets
- La fourniture et l'application de l'enduit de lissage
- Les calepinages
- La fourniture et la pose des revêtements en carrelage prévus au marché
- La fourniture et la pose des accessoires tels que bandes de seuils, cornières d'arrêt de revêtement, etc.

- La fourniture et la pose de plinthes
- La fourniture et la pose des couvre-joints de dilatation
- La fourniture et la mise en place des tapis-brosses
- Le balayage et/ou le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception, pour faire disparaître les taches de colle ou autres

- La fourniture et mise en place des isolants au sol le cas échéant
- Les sujétions imposées par les impératifs des autres corps d'état
- Les entailles, découpes, etc. pour tuyaux et autres
- Le nettoyage et les prestations de premier entretien avant la mise en service
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent Lot

- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux

- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages
- Le tri sélectif des emballages et déchets et enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur
- La remise au maître d'ouvrage lors de la réception de la ou les notices d'entretien

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat. Il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

08-2 2

Travaux de pose collée de revêtements céramiques et assimilés

Les travaux à la charge de la présente entreprise comprendront ceux définis au Cahier des clauses administratives spéciales types du NF DTU 52.2.

Travaux faisant partie du marché

Sauf dispositions contraires des Documents Particuliers du Marché (DPM), les travaux dûs par l'entreprise comprendront :

- L'acceptation de l'état apparent du support
- La mise en œuvre d'un enduit de sol ou d'un ravaillage conformément au NF DTU 52.2
- Les études, plans d'appareillage et calepinage des revêtements de pierres naturelles sur mesure
- La fourniture et la pose des revêtements

Pour la pose sur chape flottante ou dalle flottante :

- Le joint souple périphérique tel que défini dans le NF DTU 52.2
- En cas de pose de plinthe en céramique ou en pierre, le joint souple périphérique est remplacé par un joint souple sous plinthe tel que défini dans le NF DTU 52.2
- Le joint souple de finition entre appareils sanitaires et revêtements en recouvrement du joint d'étanchéité prévu au NF DTU 52.2
- L'exécution des joints conformément aux dispositions des DPM
- La fourniture et la mise en œuvre du matériau de remplissage des joints de fractionnement dont la nature est fixée par le NF DTU 52.2
- Le balisage des zones pendant la durée des travaux de revêtements et pendant les délais de séchage définis dans le NF DTU 52.2
- Le balayage et le nettoyage des revêtements immédiatement après exécution
- L'enlèvement hors chantier, ou dans des bennes prévues à cet effet, de tous déchets et gravats résultant des travaux de revêtements

Travaux faisant partie du marché par dérogation au NF DTU 52.2

Sauf dispositions contraires des Documents Particuliers du Marché (DPM), les travaux du présent marché comprendront :

- Pour les revêtements à effet décoratif, les études, plans d'appareillage et calepinage éventuels du revêtement
- L'enlèvement de tous dépôts de matériaux sur les supports
- L'élimination d'un éventuel produit de cure des supports à base de liants hydrauliques par grenailage, sablage ou ponçage abrasif
- Le décapage des produits de démoulage non compatibles avec les mortiers-colles
- Le traitement des fissures du support
- La mise en conformité du support lorsque ceux-ci ne respectent pas les tolérances admissibles prévues dans le NF DTU 52.2
- Les travaux d'étanchéité ainsi que les travaux de protection à l'eau lorsqu'ils sont nécessaires
- Dans les locaux EB+ collectif, la protection des pieds de cloison en carreaux de plâtre - le ponçage des pierres naturelles
- La mise en œuvre des sous-couches isolantes sur les supports
- Les joints d'étanchéité entre appareils sanitaires et supports
- Les joints aux traversées de cloisons
- Le traitement des percements effectués après mise en œuvre des chapes ou dalles flottantes afin de rétablir les fonctions isolantes acoustiques et/ou thermiques (fourreaux, etc.)
- Les raccords de revêtements au droit des traversées qui seraient posés après l'exécution des revêtements
- La fourniture et pose de plinthes
- Le joint souple sous plinthe
- La fourniture et pose, ou la pose seule, des accessoires tels que cornières de seuil, cadres de tapis-brosse, tampons de regard, caniveaux, siphons, etc.
- La fourniture et la pose de cornières de rive des joints de dilatation, respectant les joints du gros œuvre et éventuellement de leur couvre-joint ou du matériau de remplissage
- Les joints de dilatation traités coupe-feu
- Le remplissage des joints périphériques
- L'exécution des socles maçonnés
- La protection en pied de cloison (distribution ou doublage)
- Les traitements spéciaux en surface du revêtement destinés à lui donner un aspect particulier (ponçage, encaustiquage, vernissage, hydrofugation, traitement antidérapant, etc.)
- L'exécution des revêtements d'escaliers et de paliers et demi-paliers avec nez de marche, contremarche, nez métallique éventuel des bords de marches, qui ne sont pas explicitement définis aux DPM (cette prestation est indépendante des travaux de revêtement d'un local)
- Les protections superficielles des revêtements (la prestation de l'entrepreneur de revêtement s'arrête au balayage et nettoyage du revêtement après exécution des joints et ne comprend aucune protection particulière ultérieure)
- Le nettoyage de fin de chantier

08-2 3

Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.
Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- Conformité à la réglementation
- Conditions hygrométriques des locaux
- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier

Compatibilité des matériaux entre eux

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus.

Dans le cas contraire, il fera, par écrit au maître d'œuvre, les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors toutes décisions à ce sujet.

08-3 Description des ouvrages

08-3-1 Carrelage

08-3-1 1 Chape

Mise en œuvre d'une chape de rattrapage, comprenant :

- La préparation du support
- La chape de rattrapage

Préparation du support :

- Dépoussiérage et lavage du support
- Élimination par piquage des ragréages pelliculaires

Chape de rattrapage :

Mise en place d'un film polyéthylène d'épaisseur 150 µm, remontée en périphérie contre les cloisons, évitant les éventuelles remontées d'humidité sous le revêtement de finition

Mise en place d'un isolant périphérique en bande

Réalisation d'une chape en mortier ou béton maigre, dosé à 350 kg/m³ de CPA CEM 32.5 R par mètre cube de sable sec

Réalisation de joints de fractionnement pour toutes surfaces supérieures à 50 m² et par tranches de l'ordre de 10 m de longueur.

Caractéristiques techniques :

- Support : plancher béton
- Destination : destiné à recevoir un carrelage collé
- Classement : P3
- Finition : lissée
- Épaisseur : 5 cm

Tolérance de planéité :

Tolérance de planéité d'ensemble : 5 mm rapportés à la règle de 2.00 m

Tolérance de planéité locale : 1 mm rapportés à un réglet de 0.20 m

Localisation :

• BATIMENT F :

Niveau 2 :

- F2 San. 01 Sanitaires
- F2 LM01 Local ménage

Niveau 3 :

- F3 San. 01 Sanitaires
- F3 LM01 Local ménage

• BATIMENT H :

Niveau 1 :

- H100 Local ménage

08-3-1 2 Étanchéité liquide

Réalisation d'une étanchéité liquide à mettre en place sous carrelage.

Primaire d'accrochage :

Application à la brosse ou au rouleau d'un primaire d'accrochage en une couche de 0.25 kg/m². Les surfaces devront présenter un aspect uniformément brillant. Dans le cas de présence de surfaces par endroits mates, une seconde couche de primaire sera appliquée sur ces zones.

Étanchéité liquide :

Application du système d'étanchéité liquide au maximum 24 heures après l'application du primaire. Il sera appliqué à la brosse ou au rouleau en 2 couches de 0.700 kg/m² chacune, espacées les unes des autres d'une durée de 12 heures au maximum.

Caractéristiques techniques :

- Classe : SP3

Support : Chape béton
Classement UPEC maximal des pièces à carreler : U4 P4 E3 C2
Classement des locaux : EB + collectif
Locaux avec siphon de sol

Points singuliers :

L'entreprise devra la réalisation suivant le cahier des charges du fabricant.
L'entreprise devra remettre au contrôleur technique et au maître d'œuvre les PV justifiant les caractéristiques techniques des produits utilisés.
Y compris toutes sujétions pour le traitement des points singuliers tels que jonction mur/sol, mur/plafond, siphon de sol, etc...

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Sous l'ensemble du carrelage antidérapant

• **BATIMENT H :**

Sous l'ensemble du carrelage antidérapant

08-3-1 3

SC1 - Carrelage collé 30x30 antidérapant

Fourniture et mise en œuvre d'un carrelage, comprenant :

- La préparation du support
- La fourniture et mise en œuvre de carreaux pressés en grès cérame pleine masse

Préparation du support :

Réception du support de type II conformément à la norme NF P 61 202-1
Le support sera sain et sec
Élimination par piquage des ragréages pelliculaires muraux
Nettoyage, décapage, dépoussiérage et lavage du support pour élimination de toutes tâches de graisse, d'huile et de laitance de ciment
Rebouchage des défauts de planéité par mortier colle, suivant prescriptions du fabricant

Pose du carrelage collé :

Calepinage suivant le plan de détail de l'architecte
Pose à joints réduits inférieurs à 5 mm sur barbotine de ciment
Battage à l'avancement à reflux partiel du mortier dans les joints, nettoyage à l'avancement
Réalisation de joints de fractionnement pour toutes surfaces supérieures à 60 m² et par tranches de l'ordre de 8 m de longueur.
Remplissage des joints par un produit époxy bi-composant, nettoyage à l'avancement

Le revêtement doit être livré propre, exempt de taches de colle et de déchets provenant de la pose

Caractéristiques techniques :

Support : carreaux collés sur étanchéité liquide à l'aide d'un mortier colle de type C2
Type de pose : droite
Dimensions : 30 x 30 cm
Épaisseur : 7/8 mm
Classe : B1a
Absorption d'eau : E < 0.10 %
Classement UPEC maximal des pièces à carreler : U4 P4 E3 C2
Carrelage antidérapant sans reliefs
Classement de résistance à la glissance : PC 10 selon la norme NF P05-011 (août 2024)
Coloris au choix de l'architecte, plusieurs couleurs pourront être demandées

Point singulier :

Le carrelage sera de la gamme "Granitogres", série "Granito 1 Evo" de chez Casalgrande ou

équivalent

Les revêtements de sol seront certifiés "Ange bleu" et auront une étiquette de qualité de l'air de niveau A+

L'ensemble des colles et primaires nécessaires à la pose des revêtements de sol présenteront une certification Emicode avec a minima un classement EC1 +

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Niveau 2 :

F2 San. 01 Sanitaires

F2 LM01 Local ménage

Niveau 3 :

F3 San. 01 Sanitaires

F3 LM01 Local ménage

• **BATIMENT H :**

Niveau 1 :

H100 Local ménage

08-3-1 4

Plinthe pour carrelage 30x30

Fourniture et pose de plinthes droites en grès cérame de même nature que le carrelage 30 x 30.

Fixation par collage sur doublages et cloisons en plaques de plâtre. Fixation désolidarisée du carrelage de sol, avec réalisation d'un joint souple entre la plinthe et le carrelage de sol. Y compris toutes sujétions nécessaires dans les pièces humides.

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Ensemble des locaux recevant un carrelage antidérapant

• **BATIMENT H :**

Ensemble des locaux recevant un carrelage antidérapant

08-3-1 5

Plinthe pour carrelage existant

Fourniture et pose de plinthes droites en grès cérame de même nature que le carrelage existant.

Fixation par collage sur doublages et cloisons en plaques de plâtre. Fixation désolidarisée du carrelage de sol, avec réalisation d'un joint souple entre la plinthe et le carrelage de sol. Y compris toutes sujétions nécessaires dans les pièces humides.

Point singulier :

Les plinthes devront se rapprocher au maximum du carrelage existant en terme de coloris et aspect. L'entreprise devra se conformer au choix de l'architecte concernant le coloris des plinthes

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Rez de chaussée :

F Circ.01 Circulation

F Circ.02 Circulation

F Circ.03 Circulation

• **BATIMENT H :**

Niveau 1 :

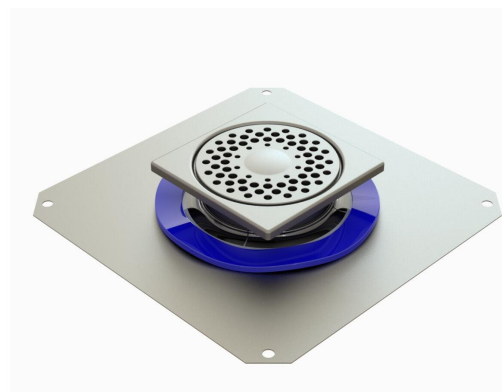
H1 Circ. 01 Circulation

H1 Circ. 02 Circulation

08-3-1 6

Siphon de sol en acier inoxydable

Fourniture et mise en œuvre de siphon de sol en acier inoxydable, avec prise de terre télescopique, à sortie verticale, à rosette libre avec vis d'inviolabilité et une cloche désolidarisée. Siphon avec platine de positionnement et d'étanchéité de dimensions 325 x 325 mm.



Caractéristiques techniques :

Dimensions : 150 x 150 mm

Ø sortie verticale : 50 mm

Débit de l'écoulement : 0.52 l/s

Classe de résistance : L15 suivant norme EN 1253-1

Points singuliers :

Forme de pente du carrelage de 1 % sur une largeur de 1.00 m en périphérie du siphon, à prévoir dans le poste "Chape" du présent lot

Le siphon sera de la référence 1550RBD de chez LIMATEC ou équivalent

Localisation :

• BATIMENT F :

Niveau 2 :

F2 San. 01 Sanitaires

F2 LM01 Local ménage

Niveau 3 :

F3 San. 01 Sanitaires

F3 LM01 Local ménage

• BATIMENT H :

Niveau 1 :

H100 Local ménage

08-3-2

Revêtement mural

08-3-2 1

Protection à l'eau

Réalisation d'un système de protection à l'eau sous carrelage mural collé au mortier-colle, mis en œuvre suivant l'Avis Technique du fabricant. Y compris tous travaux de préparation du support et traitement des points singuliers (joints de fractionnement, raccordement sol-mur, relevés en mur, jonction avec les appareils sanitaires, canalisation traversante, etc.).

Caractéristiques techniques :

Support : Plaque de plâtre classée S6 suivant la norme NF DTU 52.2 partie 1-1-1

Classement des locaux : EB + collectif

Points singuliers :

L'entreprise devra remettre au contrôleur technique et au maître d'œuvre les PV justifiant les caractéristiques techniques des produits utilisés.

L'entreprise doit la réalisation de toute sujétion en pied de cloison

Localisation :

• BATIMENT F :

Sous l'ensemble du carrelage mural MF1

• BATIMENT H :

08-3-2 2

Étanchéité liquide

Réalisation d'une étanchéité liquide à mettre en place sous carrelage mural collé au mortier-colle, mis en œuvre suivant l'Avis Technique du fabricant. Y compris tous travaux de préparation du support et traitement des points singuliers (joints de fractionnement, raccordement sol-mur, relevés en mur, jonction avec les appareils sanitaires, canalisation traversante, etc.).

Primaire d'accrochage :

Application à la brosse ou au rouleau d'un primaire d'accrochage en une couche de 0.25 kg/m². Les surfaces devront présenter un aspect uniformément brillant. Dans le cas de présence de surfaces par endroits mates, une seconde couche de primaire sera appliquée sur ces zones.

Étanchéité liquide :

Application du système d'étanchéité liquide au maximum 24 heures après l'application du primaire. Il sera appliqué à la brosse ou au rouleau en 2 couches de 0.700 kg/m² chacune, espacées les unes des autres d'une durée de 12 heures au maximum.

Caractéristiques techniques :

Classe : SP3

Support : Plaque de plâtre hydrofugée classée S7 suivant la norme NF DTU 52.2 partie 1-1-1

Classement des locaux : EB + collectifs

Points singuliers :

L'entreprise devra la réalisation suivant le cahier des charges du fabricant.

L'entreprise devra remettre au contrôleur technique et au maître d'œuvre les PV justifiant les caractéristiques techniques des produits utilisés.

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Sous l'ensemble du carrelage mural MC1

• **BATIMENT H :**

Sous l'ensemble du carrelage mural MC1

08-3-2 3

MC1 - Carrelage mural

Fourniture et mise en œuvre d'un carrelage mural de 1er choix, comprenant :

La préparation du support

La fourniture et mise en œuvre de carreaux pressés en grès cérame

Préparation du support :

Nettoyage du support avec élimination des traces de graisse, huile, colle et laitance de béton

Dépoussiérage et lavage du support

Élimination par piquage des ragréages pelliculaires muraux

Rebouchage des trous et ragréages des défauts importants de planéité

Pose du carrelage mural :

Coupe ajustée des carreaux au droit des boîtes d'encastrement électriques et des bouches VMC

Pose de la faïence à joint réduit, par double encollage, à l'aide d'un mortier colle épais à liants mixtes, appliqué à la spatule crantée

Remplissage des joints au mortier fin, à la raclette caoutchouc, nettoyage à l'avancement

Le revêtement doit être livré propre, exempt de taches de colle et de déchets provenant de la pose

Profils de finition :

Profilés pour les angles sortants en acier inoxydable. Forme et finition au choix de l'architecte

Profilés d'arrêt de faïence en acier inoxydable. Forme et finition au choix de l'architecte

Les profils de finition seront positionnés à tous les angles sortants et à chaque arrêt de faïence, aussi bien horizontal que vertical. Fixation par collage au mortier colle lors de la pose de la faïence. Ils seront adaptés à l'épaisseur de la faïence.

Hauteur de pose :

Toute hauteur dans les sanitaires et locaux ménage

Caractéristiques techniques :

Pose : carreaux collés sur enduit d'étanchéité à l'aide d'un mortier colle de type C2

Support : pâte blanche

Dimensions : 30 x 30 cm

Épaisseur : 7/8 mm

Classe : B1a

Absorption d'eau : $E < 0.10 \%$

Coloris au choix de l'architecte, plusieurs couleurs pourront être demandées

Point singulier :

Carrelage de la gamme "Granitogres", série "Granito 1 evo" de chez Casalgrande ou équivalent

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Niveau 2 :

F2 San. 01 Sanitaires

F2 LM01 Local ménage

Niveau 3 :

F3 San. 01 Sanitaires

F3 LM01 Local ménage

• **BATIMENT H :**

Niveau 1 :

H100 Local ménage

08-3-2 4

MF1 - Carrelage mural 30x30 ou 10x30

Fourniture et mise en œuvre d'un carrelage mural de 1er choix, comprenant :

La préparation du support

La fourniture et mise en œuvre de carreaux pressés en grès cérame

Préparation du support :

Nettoyage du support avec élimination des traces de graisse, huile, colle et laitance de béton

Dépoussiérage et lavage du support

Élimination par piquage des ragréages pelliculaires muraux

Rebouchage des trous et ragréages des défauts importants de planéité

Pose du carrelage mural :

Coupe ajustée des carreaux au droit des boîtes d'encastrement électriques et des bouches VMC

Pose de la faïence à joint réduit, par double encollage, à l'aide d'un mortier colle épais à liants mixtes, appliqué à la spatule crantée

Remplissage des joints au mortier fin, à la raclette caoutchouc, nettoyage à l'avancement

Le revêtement doit être livré propre, exempt de taches de colle et de déchets provenant de la pose

Profils de finition :

Profilés pour les angles sortants en acier inoxydable. Forme et finition au choix de l'architecte

Profilés d'arrêt de faïence en acier inoxydable. Forme et finition au choix de l'architecte

Les profils de finition seront positionnés à tous les angles sortants et à chaque arrêt de faïence, aussi bien horizontal que vertical. Fixation par collage au mortier colle lors de la pose de la faïence. Ils seront adaptés à l'épaisseur de la faïence.

Hauteur de pose :

Hauteur 2.00 m au droit des meubles de cuisine

Caractéristiques techniques :

Pose : carreaux collés sur protection à l'eau à l'aide d'un mortier colle de type C2

Support : pâte blanche

Dimensions : 30 x 30 cm ou 10 x 30 suivant calepinage de l'architecte

Épaisseur : 7 mm

Classe : B1a

Absorption d'eau : $E < 0.10 \%$

Coloris au choix de l'architecte, plusieurs couleurs pourront être demandées, dont 80% de teintes

claires et 20% de couleurs vives

Points singuliers :

Carrelage du type "Nova Architectura" de chez Cinca ou équivalent
Y compris pièces spéciales de jonction et de décors

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Niveau 2 :

F215 Salle de convivialité

Niveau 3 :

F329 Salle de convivialité Labo ILCEA 4

• **BATIMENT H :**

Rez de chaussée :

H012 Accueil inscriptions régie

08-3-2 5

Reprise faïence existante

Reprise de la faïence des sanitaires existants, après réalisation du remplacement des menuiseries extérieures et du doublage en façade, comprenant :

La dépose de la faïence détériorée sur les retour perpendiculaires à la façade modifiée

La réalisation de la reprise du parement sous faïence déposée permettant la pose de la nouvelle faïence

La réalisation d'une protection à l'eau, avec les mêmes caractéristiques techniques que le poste "Protection à l'eau"

La fourniture et mise en œuvre d'une nouvelle faïence, de même nature que l'existant, au droit du doublage en façade et au droit de la faïence déposée

Exemple d'une façade à reprendre en rouge sur la photo

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Rez de chaussée, au droit du doublage créé :

F San. 01 Sanitaires

FLM01 Local ménage

Niveau 1, au droit du doublage créé :

F1 San. 01 Sanitaires



08-3-2 6

Trappe de visite

Fourniture et mise en œuvre de trappes de visite à carrelers, comprenant :

Un cadre dormant en acier inoxydable

Un cadre battant en acier inoxydable

Un remplissage à carrelers

Un système de fermeture à batteuse à carré de manœuvre

Mise en œuvre :

Découpe du support à la dimension de la trappe

Fixation du cadre dormant

Fourniture et pose de la faïence sur les trappes

Caractéristiques techniques :

Dimensions : 400 x 300 mm

Résistance au feu : EI 30

Mise en œuvre intégrées dans des gaines techniques en plaques de plâtre

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Niveau 2 :

F2 San. 01 Sanitaires

Niveau 3 :

F3 San. 01 Sanitaires

08-3-2 7

Miroir - 60 x 80

Fourniture et mise en œuvre de miroirs, comprenant :

Des lisses haute et basse, réalisées en U en acier inoxydable, fixées au support par chevillage et servant d'accrochage au miroir

Un miroir, glissé dans les lisses haute et basse et collé par plot

Bord traité non tranchant

Caractéristiques techniques :

Support : carrelage sur cloison en plaques de plâtre

Dimensions : 0.60 x 0.80 m

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Niveau 2 :

F2 San. 01 Sanitaires, WC PMR

Niveau 3 :

F3 San. 01 Sanitaires, WC PMR

08-3-2 8

Miroir - 100 x 80

Fourniture et mise en œuvre de miroirs, comprenant :

Des lisses haute et basse, réalisées en U en acier inoxydable, fixées au support par chevillage et servant d'accrochage au miroir

Un miroir, glissé dans les lisses haute et basse et collé par plot

Bord traité non tranchant

Caractéristiques techniques :

Support : carrelage sur cloison en plaques de plâtre

Dimensions : 1.00 x 0.80 m

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Niveau 3 :

F3 San. 01 Sanitaires

08-3-2 9

Miroir - 120 x 80

Fourniture et mise en œuvre de miroirs, comprenant :

Des lisses haute et basse, réalisées en U en acier inoxydable, fixées au support par chevillage et servant d'accrochage au miroir

Un miroir, glissé dans les lisses haute et basse et collé par plot

Bord traité non tranchant

Caractéristiques techniques :

Support : carrelage sur cloison en plaques de plâtre

Dimensions : 1.00 x 0.80 m

Localisation :

• **BATIMENT F :**

Niveau 2 :

F2 San. 01 Sanitaires

08-3-3 **Ouvrages divers**

08-3-3 1 **Nettoyage de chantier**

Réalisation du nettoyage hebdomadaire de chantier, pour toute la durée du chantier, comprenant notamment :

- L'évacuation de tous les déchets jusqu'aux bennes
- L'évacuation de tous les débris et gravats jusqu'aux bennes
- La réalisation du balayage de la zone de chantier
- La réalisation du rangement propre des matériaux et du matériel

Le présent poste a pour but de laisser un chantier dans un bon état de propreté général. Chaque entreprise est responsable de ces déchets et de la salissures induites par ces travaux.

En cas de non respect du nettoyage de chantier, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pourront faire intervenir une entreprise extérieure pour le nettoyage de chantier. Le coût de ce nettoyage sera imputé à l'entreprise du présent lot.

Localisation :

• COMMUN :

Ensemble du projet

08-3-3 2 **Chauffage de chantier**

Bien que le chauffage de chantier soit comptabilisé dans les installations de chantier, l'entreprise devra la mise en œuvre de chauffage complémentaire ou d'appareils absorbants l'humidité pour l'ensemble des zones affectées par les travaux, et notamment :

Pour permettre d'obtenir une ambiance suffisamment sèche et chaude pour le séchage des chapes et de la colle de carrelage

L'entreprise sera responsable des incidences sur ces prestations dû à une mauvaise température de travail ou une ambiance trop humide.

Localisation :

• COMMUN :

Ensemble du projet

08-3-3 3 **Déchets de chantier**

Chaque entreprise doit le tri et l'évacuation de ses déchets jusqu'aux bennes.

L'entreprise du lot gros œuvre doit assurer pendant toute la durée du chantier la rotation des bennes et la gestion administrative des déchets.

Le coût du traitement des déchets est imputé au compte PRORATA

Localisation :

• COMMUN :

Ensemble du projet